

LE WEEK-END

DIEU ET MON DROIT.

REDIGÉ PAR UN COMITÉ DE REDACTION.

ST. BONIFACE, JEUDI, 27 MARS 1879.

CONSOMPTION.

GUÉRISSE POSITIVEMENT.

Tous ceux qui souffrent de cette maladie et qui sont désireux de se guérir doivent essayer les **CELESTES POUSSIÈRES GOSOMPTIVES** DU DR. KISNER.

Ces poudres sont les seules qui soient connues pour guérir tous les maux de GOSOMPTION, les maux de POUMONS, et de convalescence, que nous cherchons par vous tromper nous vous enverrons **GRATIS**, port payé, UNE BOITE.

Nous n'avons pas besoin de votre argent jusqu'à ce que vous soyez parfaitement convaincus de la guérison que ces poudres auront produites. Si votre vie vaut la peine d'être sauvée, ne négligez pas de faire l'essai de ces remèdes, qui vous guériront certainement.

Prix : une grande boîte \$3.00, expédiée dans n'importe quelle partie des États-Unis et du Canada par la maille sur reçu du prix ci-haut mentionné.

S'adresser
ASH & ROBBINS,
360 Rue Fulton, Brooklyn, N.Y.
24 Mai, 1877. laa

EMPLÂTRES POREUSES PERFECTIONNÉES DE CHOC-CROIX A LA BELLADONNE DE MITCHELL.

Jamais il n'y a eu, comme à présent, tant de maladies guéries par les applications extérieures. Il est notoire que plus de la moitié du monde se sert d'emplâtres ordinaires.

Les principaux ingrédients qui entrent dans la composition de nos emplâtres Mitchell sont la gomme Olibanum, le camphre, et la poix de Bourgogne, et mélangés avec les gommes purifiées, médicinales, forme l'un des moyens les plus puissants pour éteindre les plaies.

Ces emplâtres, de l'avis de tous ceux qui s'en sont servis, agissent plus promptement qu'aucun autre, et l'application d'une seule vaut plus que cent autres ordinaires. Les autres emplâtres sont lents et exigent d'être toujours appliqués pour guérir; il en est autrement de celui-ci qui soulage instantanément.

Elles jouissent de toutes les propriétés éminentes, rafraichissantes et fortifiantes des autres emplâtres. Grand nombre de personnes ont été guéries de rhumatismes, de douleurs de reins, de toux, d'estomac, sans autres remèdes que les emplâtres Mitchell, et précédemment souffrant de la consommation. Quelques uns avaient eu une toux chronique et bien délicate.

Elles sont douces et molles tout en étant très-adhérentes; généralement à court sûr de douleurs de reins, de toux, d'estomac, sans autres remèdes que les emplâtres Mitchell, et précédemment souffrant de la consommation. Quelques uns avaient eu une toux chronique et bien délicate.

Préparées par **GEORGE E. MITCHELL,**
Lowell, Mass.

En vente chez tous les pharmaciens.
9 Juillet 1877. A

Épargnez votre Argent en achetant comptant.

LA MANUFACTURE DE CARROSSE & SLEIGH DE MANITOBA

le et après ce jour formera les chevaux pour 50 cts. par fer comptant, ou 60 cts. à crédit, et fera tout autre genre d'ouvrages à bas prix.

C'est maintenant le temps d'envoyer vos commandes pour Carrosses, Sleighs, etc., aussi pour recommandations à temps pour les prochains neiges.

Tout ouvrage garanti.

THOMAS LUSTED.
N.B.—On échange une douzaine de petits wagons légers, Buggies, et voitures à lances (hackbords) pour du blé ou des droits d'enfants Métis.

BEATTY



BEATTY'S Celebrated Golden Tone **PARLOR PIANOS** and **ORGANS**, **WASHINGTON, NEW JERSEY.**

ORGANS, BEATTY PIANOS.

Les pianos de Beatty sont les seuls qui soient connus pour guérir tous les maux de GOSOMPTION, les maux de POUMONS, et de convalescence, que nous cherchons par vous tromper nous vous enverrons **GRATIS**, port payé, UNE BOITE.



CANADA.
PROVINCE OF MANITOBA. County Court of Provencher.
Revision of the Electoral Lists under the Manitoba Election Act, 1875, and its amendments.

Public notice is hereby given, that the next term for the holding of the county court for the county of Provencher shall be held at St. Norbert on the 21st day of May next, at ten o'clock of the forenoon, when the revision of the electoral lists of the electoral divisions within the jurisdiction of the said court shall be proceeded with by the said court. All persons being electors, or claiming to be such, wishing modifications in any of such electoral lists are notified to give at least fifteen days' notice in writing before the sitting of the court to the undersigned of their intention to do so, and shall have to be present at the place, date, and time after said, either in person or by agent, with their witnesses and papers, to have their claims decided according to law.

JOSEPH TURENNE,
Clerk of the county court for the county of Provencher.
Clerk Office,
St. Norbert, March 13th, 1878.

AVIS.

AVIS est par le présent donné que le soussigné a le 17ème jour de Février contracté, en conformité des dispositions de l'Acte 35 Vict., Cap. 2, l'Acte des Elections de 1871, alléché dans son bureau de copies des Listes Electorales pour les divisions suivantes, savoir : St. James, St. Charles, St. Boniface, Headingley et Kildonan, et a aujourd'hui transmis des copies des dites listes aux différentes personnes mentionnées dans le dit Acte.

EDMUND MARLSTON,
Greffier de la Cour de Comté de Selkirk
Bureau du Greffier de la Cour de Comté pour le Comté de Selkirk.
Winnipeg, 20 Février, 1879.

BEATTY



BEATTY'S Celebrated Golden Tone **PARLOR PIANOS** and **ORGANS**, **WASHINGTON, NEW JERSEY.**

CLERGYMEN AND SCHOOL TEACHERS.

Les pianos de Beatty sont les seuls qui soient connus pour guérir tous les maux de GOSOMPTION, les maux de POUMONS, et de convalescence, que nous cherchons par vous tromper nous vous enverrons **GRATIS**, port payé, UNE BOITE.



CANADA.
PROVINCE OF MANITOBA. County Court of Provencher.
Revision of the Electoral Lists under the Manitoba Election Act, 1875, and its amendments.

Public notice is hereby given, that the next term for the holding of the county court for the county of Provencher shall be held at St. Norbert on the 21st day of May next, at ten o'clock of the forenoon, when the revision of the electoral lists of the electoral divisions within the jurisdiction of the said court shall be proceeded with by the said court. All persons being electors, or claiming to be such, wishing modifications in any of such electoral lists are notified to give at least fifteen days' notice in writing before the sitting of the court to the undersigned of their intention to do so, and shall have to be present at the place, date, and time after said, either in person or by agent, with their witnesses and papers, to have their claims decided according to law.

JOSEPH TURENNE,
Clerk of the county court for the county of Provencher.
Clerk Office,
St. Norbert, March 13th, 1878.

AVIS.

AVIS est par le présent donné que le soussigné a le 17ème jour de Février contracté, en conformité des dispositions de l'Acte 35 Vict., Cap. 2, l'Acte des Elections de 1871, alléché dans son bureau de copies des Listes Electorales pour les divisions suivantes, savoir : St. James, St. Charles, St. Boniface, Headingley et Kildonan, et a aujourd'hui transmis des copies des dites listes aux différentes personnes mentionnées dans le dit Acte.

EDMUND MARLSTON,
Greffier de la Cour de Comté de Selkirk
Bureau du Greffier de la Cour de Comté pour le Comté de Selkirk.
Winnipeg, 20 Février, 1879.

BEATTY



BEATTY'S Celebrated Golden Tone **PARLOR PIANOS** and **ORGANS**, **WASHINGTON, NEW JERSEY.**

CLERGYMEN AND SCHOOL TEACHERS.

Les pianos de Beatty sont les seuls qui soient connus pour guérir tous les maux de GOSOMPTION, les maux de POUMONS, et de convalescence, que nous cherchons par vous tromper nous vous enverrons **GRATIS**, port payé, UNE BOITE.



CANADA.
PROVINCE OF MANITOBA. County Court of Provencher.
Revision of the Electoral Lists under the Manitoba Election Act, 1875, and its amendments.

Public notice is hereby given, that the next term for the holding of the county court for the county of Provencher shall be held at St. Norbert on the 21st day of May next, at ten o'clock of the forenoon, when the revision of the electoral lists of the electoral divisions within the jurisdiction of the said court shall be proceeded with by the said court. All persons being electors, or claiming to be such, wishing modifications in any of such electoral lists are notified to give at least fifteen days' notice in writing before the sitting of the court to the undersigned of their intention to do so, and shall have to be present at the place, date, and time after said, either in person or by agent, with their witnesses and papers, to have their claims decided according to law.

JOSEPH TURENNE,
Clerk of the county court for the county of Provencher.
Clerk Office,
St. Norbert, March 13th, 1878.

AVIS.

AVIS est par le présent donné que le soussigné a le 17ème jour de Février contracté, en conformité des dispositions de l'Acte 35 Vict., Cap. 2, l'Acte des Elections de 1871, alléché dans son bureau de copies des Listes Electorales pour les divisions suivantes, savoir : St. James, St. Charles, St. Boniface, Headingley et Kildonan, et a aujourd'hui transmis des copies des dites listes aux différentes personnes mentionnées dans le dit Acte.

EDMUND MARLSTON,
Greffier de la Cour de Comté de Selkirk
Bureau du Greffier de la Cour de Comté pour le Comté de Selkirk.
Winnipeg, 20 Février, 1879.

AVIS.

VIS est par le présent donné qu'une demande sera faite au prochain Parlement de la Puissance du Canada à sa prochaine session, pour un Acte incorporant "The Manitoba and North West Railway Company," avec pouvoir de construire et mettre en opération une ligne de chemin de fer, commençant à Winnipeg et allant à l'ouest jusqu'aux Montagnes Rocheuses, passant au Sud du Lac Manitoba et à l'ouest à ouest de Westbourne et Palestine, de là à l'ouest de la Petite Saskatchewan et Assiniboine, dans la direction du Fort Ellice; ou, de continuer et de conduire des embranchements à l'Est du Lac Long ou le chemin de Fer Pacifique Canadien, à la traverser la Rivière Rouge, près de Belkirk, et aussi dans les intervalles des deux côtés de la principale ligne du chemin de fer, et de relier le chemin de fer au Lac Manitoba; aussi de construire et mettre en opération une ligne télégraphique tout le long du dit chemin de fer et des embranchements. Date à Montréal ce 13ème jour de décembre, A. D. 1878.

Abbott, Tate, Witherspoon & Abbott,
Solliciteurs. 8-7

AVIS.

Le Dr. T. Fafard, a ouvert un bureau à St. Boniface, Avenue Tache, au-dessus du Magasin de M. EDOUARD PRINCE.
Heures de Bureau, de 8 heures à 10 heures A. M., de 1 à 3 P. M. et de 6 heures à 8 heures P. M.



CANADA.
PROVINCE OF MANITOBA. County Court of Marquette East.
Revision of the Electoral Lists under the Manitoba Election Act, 1875, and its amendments.

Public notice is hereby given, that the next term for the holding of the county court for the county of Marquette East shall be held at St. Francois-Xavier, on the 13th day of May next, at ten o'clock of the forenoon, when the revision of the electoral lists of the electoral divisions within the jurisdiction of the said court shall be proceeded with by the said court. All persons being electors, or claiming to be such, wishing modifications in any of such electoral lists are notified to give at least fifteen days' notice in writing before the sitting of the court to the undersigned of their intention to do so, and shall have to be present at the place, date, and time after said, either in person or by agent, with their witnesses and papers, to have their claims decided according to law.

PIERRE LAVALLEE, Jr.,
Greffier de la cour de comté pour le comté de Marquette Est.
Bureau du Greffier,
St. Francois-Xavier, 13 Mars, 1878.



CANADA.
PROVINCE OF MANITOBA. County Court of Marquette East.
Revision of the Electoral Lists under the Manitoba Election Act, 1875, and its amendments.

Public notice is hereby given, that the next term for the holding of the county court for the county of Marquette East shall be held at St. Francois-Xavier, on the 13th day of May next, at ten o'clock of the forenoon, when the revision of the electoral lists of the electoral divisions within the jurisdiction of the said court shall be proceeded with by the said court. All persons being electors, or claiming to be such, wishing modifications in any of such electoral lists are notified to give at least fifteen days' notice in writing before the sitting of the court to the undersigned of their intention to do so, and shall have to be present at the place, date, and time after said, either in person or by agent, with their witnesses and papers, to have their claims decided according to law.

PIERRE LAVALLEE, Jr.,
Greffier de la cour de comté pour le comté de Marquette Est.
Clerk Office,
St. Francois-Xavier, March 13th, 1878.

La Pharmacie de la Cite.

TROTT & MELVILLE,
(Membres du College de Pharmacie d'Ontario.)
BLOCK McKENNY, GRANDE RUE.
SAVON DE TOILETTE.

Lubin,
Glycerine de Sarge,
Mie,
Brown Windsor,
Pumice,
Farine d'Avoine,
Carbolique,
Silver & Barber's Favorite,
Genuine Yankee Tar
PARFUMS.

Un Asserment Complet de Medecines Brevetees.
Nous faisons une spécialité de la fourniture aux détaillants de toutes nos marchandises à des prix plus bas que ceux que l'on a jamais offerts dans la Province.
Souscrivez vous de l'Enseigne du Pilon d'Or
Winnipeg, 20 Sept., 1877. Jno

Elevateur de St. Boniface.

A. S. MALLOCH.
PROPRIETAIRE.

Le plus haut prix payé en argent pour toute sorte de grains.
Achetez aussi tous les produits de ferme etc., etc.
Un magasin se trouve joint à l'élevateur, et ceux qui voudront acheter auront les marchandises aux prix de Winnipeg.
St. Boniface, 5 Décembre, 1878.



LE "METIS."

Jendi. 27 Mars 1879.

LA LEGISLATURE LOCALE.

La Législature Locale sera forcée de s'ajourner de nouveau. Les Hon. MM. Royal et Norquay, délégués à Ottawa par le gouvernement provincial avec mission de demander le concours du Cabinet Fédéral dans le but d'adopter plusieurs entreprises publiques dans cette Province n'ayant pas pu terminer leurs négociations assez tôt pour revenir à temps pour la réouverture de la Session, il sera nécessaire d'ajourner la chambre. Le Gouvernement Fédéral est bien disposé en faveur de notre Province et nos délégués obtiendront un grand succès dans leurs démarches.

Lorsqu'on songe aux grandes questions qui se discutent en ce moment à Ottawa, il n'y a pas lieu de s'étonner des retards et des contre-temps éprouvés par nos ministres dans ces négociations.

L'ajournement sera fait pour jusqu'au 27 Mai prochain.

DE L'INSTRUCTION PRIMAIRE AU MOYEN AGE.

Depuis la révolution française, c'est-à-dire depuis bientôt cent ans, tous les ennemis de la religion ont fait leurs possible pour accrédi-ter l'idée que l'instruction primaire répandue si largement aujourd'hui parmi le peuple de la campagne était un avantage dont n'avait pas joui les siècles précédents. Ils ont profité de cet avantage pour accuser l'Eglise et le clergé d'avoir négligé l'instruction des classes pauvres depuis le moyen âge jusqu'à la révolution; puis ils se sont attribués à eux la gloire d'avoir doté l'humanité du grand bienfait de l'instruction gratuite élémentaire. A les en croire il n'y aurait jamais eu avant ce siècle qu'ignorance profonde chez les peuples de la campagne. Qui de nous n'a pas entendu répéter ces sottises par les admirateurs des progrès du siècle? A force d'entendre redire une chose on finit par la croire quand bien même ce serait la plus grande fausseté. Voltaire avait averti de mentir: il savait bien où cela aboutissait.

Il vient de se faire tout dernièrement une étude sur l'instruction primaire en France pendant toute la période du moyen âge: Des savants ont voulu remonter par des recherches, à ces siècles si calomniés et si accusés d'ignorance pour voir jusqu'à quel point auraient pu être fondées ces accusations. Ils ont parcouru différentes provinces, ont fouillé dans les archives et les vieux documents de ces époques et ils ont réussi à établir par des statistiques; que tout ce que l'on dit de l'indifférence de l'Eglise à l'égard de l'instruction des classes pauvres au moyen âge est une pure calomnie faite par les ennemis de l'Eglise.

Depuis que l'Eglise existe, elle s'est toujours occupée avec le plus grand soin de l'installation et du développement des écoles et ça été là un des rôles les plus importants des ordres religieux en Europe.

Il serait à désirer que l'espace permit à ce journal de donner tout au long les statistiques publiées dans la *Revue du Monde Catholique*. Le sujet est intéressant et vaut la peine d'être lu.

Nous ne pouvons donner ici qu'un court extrait de cet article.

"La France au moyen âge possédait 60.000 écoles primaires. Chaque village avait ses groupes scolaires; chaque paroisse rurale avait son instituteur.

"Au 13ième siècle tous les paysans de la Normandie savaient lire et écrire, et bon nombre d'entre eux n'étaient pas même étrangers au latin. Ceci est prouvé par des documents authentiques. "Ninmar évêque de Reims recommandait à chacun de ses prêtres d'avoir chez lui un clerc capable de faire l'école. Que chaque prêtre disait-il ne néglige pas d'avoir une école près de son église. Les évêques de Chartres, de Tours, de Mans, de Angers, de Clairvaux, de Clunz recommandaient la même chose.

"L'intérêt porté à l'instruction ne se ralentit jamais, pas même durant les guerres qui signalèrent la chute des Carolingiens. A l'ave-nement des Capétiens.

"Au 14ième siècle il est fait mention à chaque instant dans les documents, des écoles rurales. (On ne peut guère douter écrit M. Luce que pendant les années mêmes les plus agitées du 14ième siècle chaque village n'ait eu son école où l'on enseignait aux enfants, la lecture, l'écriture et le calcul). Les preuves qu'il a recueillies sont d'autant plus fortes qu'elles concernent différentes provinces.—De 1376 à 1395, il trouve dans six ou sept provinces dont il cite les noms, le nombre d'écoles tenues et les noms même des professeurs avec leur salaire.

"M Baurepaire établit par des documents authentiques que les écoles étaient communes en grand nombre dans toute la Normandie au 12ième siècle. Pour les siècles suivants les documents sont plus nombreux.

"La surveillance des écoles était active et absolument dévolue au clergé: nul ne pouvait ouvrir une école sans la permission de l'Archevêque. Tous les détails de l'école étaient soigneusement réglés: les prix du mois, la durée des classes, l'époque des congés et des vacances. En été la classe du matin commençait à 8 hrs. et finissait à 11 hrs: l'après-midi elle recommençait à 2 hrs et finissait à 4 hrs. Il y avait congé les après-midi du jeudi et du samedi. Le catéchisme se faisait deux fois la semaine.

"Au 16ième siècle le mouvement en faveur de l'instruction publique s'accroît énergiquement, et le clergé catholique s'en occupa avec d'autant plus d'ardeur que la réforme lui en faisait plus vivement sentir le besoin. Les évêques d'Evreux, de Rouen et d'Avranches recommandent d'organiser dans les villages, bourgs et paroisses des écoles pour donner l'instruction primaire.

"Au 17ième siècle Mgr. d'Aubigné dans la visite de son diocèse compte 855 écoles—dont 51 tenues par des curés et 274 par des vicaires. Plus tard le nombre des écoles se multiplia.

"Ces citations nous semblent des preuves contre ceux qui regardent le moyen âge comme un temps d'ignorance et qui accusent le clergé d'avoir négligé de s'occuper de l'instruction des classes pauvres.

"Depuis les premiers temps du christianisme l'Eglise a toujours eu à cœur de propager l'éducation dans les masses: les évêques ont

fait de cette œuvre leur œuvre propre. C'est à eux et aux moines que l'on doit la conservation de l'instruction aux époques les plus difficiles et les plus sombres du moyen âge.

Des bons et des mauvais livres.

Les lettres sont l'honneur et la consolation de la vie a dit Sénèque. Mais les bons livres par le temps qui court sont chose peu commune. On en imprime tant de mauvais, de tout papier, et de toute couleur. Un plaisant du dernier siècle disait.

"Les amis ont le naturel du melon. Il faut en essayer cinquante pour en trouver un bon."

Jignore si pour trouver un melon de bonne qualité il faut en essayer cinquante, mais je sais que pour avoir un vrai bon livre il faut en rejeter quarante-neuf sur cinquante. Qu'est ce qu'un bon livre?

Quand une lecture dit la Bruyère vous élève l'esprit et le cœur et qu'elle vous inspire des sentiments nobles et courageux, ne cherchez pas un autre zèle pour juger de l'ouvrage, il est bon et fait de main de maître.

Montaigne est plus précis encore "Je méprise dit-il tout livre qui ne m'enseigne pas à vivre ou à mourir. Si on écartait de la lecture française du dix-neuvième siècle tout les livres qui n'enseignent pas à vivre ou à mourir, il en resterait peu. Copiant avec moins de livres, à la condition que tous ceux qui nous seraient conservés fussent irréprochables nous ne serions pourtant ni moins instruits ni moins civilisés.

"Il faut peu de livres, dit M. de Bonald, à un peuple qui lit beaucoup. C'est-à-dire qu'il ne faut que de bons livres partout où la lecture est un besoin de première nécessité."

On le voit, les hommes de pensée ne sont pas tendre pour les livres.

Une école de philosophie moderne vient de poser en principe qu'on peut lire tant de sorte de livres sans se déformer ni l'esprit ni le cœur. On ne sait vraiment comment expliquer un pareil non sens. Autant voudrait dire que le blé gâté donne du bon pain.

La circulation des mauvais livres est une atteinte directe à la liberté, puisque cette circulation des ouvrages dangereux corrompt l'air moral respirable.

Si la liberté de tous veut que nul n'ait le droit de déposer des immondices devant sa porte, quand le coléra tue un peuple, la même liberté veut que les âmes soient garanties contre les miasmes pestiférés de ce coléra. Ceux qui empoisonnent la jeunesse par de mauvaises doctrines, dit Bosuet, sont plus dangereux que ceux qui empoisonnent la fontaine publique. Avec tous les livres mauvais et tous les journaux licencieux savez vous où l'on arrive?

A la mort des âmes. A l'atrophie des consciences, à l'immense bestiale d'un peuple, naguère sensible et intelligent.

Mais reprenons la définition du bon livre donnée par Montaigne. "Je méprise, dit-il tout livre qui ne m'enseigne pas à vivre ou à mourir."

Pesons ces mots, et dans cette définition du bon livre, qui peut paraître un peu rigoureux nous ferons entre tous les ouvrages recommandables, quelle que soit leur forme.

Un récit de voyage, un roman moral apprenant à vivre et à mourir comme les ouvrages d'une plus haute portée.

Le bon livre, c'est la vérité servie sous toutes les espèces littéraires et un livre n'est bon qu'à la condition d'être vraie.

Hors de la vérité, c'est-à-dire hors de la doctrine prêchée par l'Eglise il n'y a point de bons livres; et même les œuvres destinées à l'amusement de l'esprit doivent être franchement catholiques.

COLONISATION.

Nous regrettons d'apprendre que le gouvernement Fédéral ait jugé à propos de ne pas continuer de favoriser aussi largement que par le passé les canadiens des Etats Unis à venir s'établir à Manitoba. Le mouvement organisé en 1874 par la société de Colonisation de Manitoba a très bien réussi jusqu'aujourd'hui et il serait regrettable d'arrêter ce mouvement, au moment même où il est dans toute sa vigueur. Nous donnons plus bas les remarques faites à sujet par Le Travailleur de Worcester Mass. que nous approuvons; mais nous espérons qu'après réflexion le gouvernement reviendra de cette décision et continuera de favoriser une œuvre si bien commencée et qui a donné des résultats aussi satisfaisants.

"Nous voyons avec peine que le gouvernement fédéral a cru devoir supprimer presque en entier l'octroi qui était accordé aux Canadiens des Etats Unis désirant aller s'établir sur les belles terres du Manitoba. Tout en félicitant ce gouvernement d'avoir conservé l'agence qui avait été établie dans la Nouvelle Angleterre, alors qu'il a discontinué toutes les autres, nous devons dire que nous attendions mieux des membres du nouveau cabinet, et surtout des Hous. Masson et Pope; car tous deux, à différentes époques, ont manifesté un vif intérêt envers nos compatriotes émigrés.

Un assez grand nombre de nos nationaux sont déjà au Manitoba et y attendent leurs familles, qui se trouvent par ce retranchement, et vu les dépenses déjà faites pour coloniser dans l'impossibilité de faire le voyage. D'autres ont vendu, à grands sacrifices, leurs propriétés, comptant sur l'aide antérieurement offert par le gouvernement Canadien. Au moment du départ on semble les repousser en leur retirant cet octroi.

Nous attendions mieux que cela et au nom de nos frères émigrés, nous protestons contre cette économie intempestive et peu patriotique à l'égard des canadiens désireux d'aller cultiver le sol du Canada.

Nous voulons bien croire qu'il y a des déficits à combler, mais on pouvait retrancher dans des dépenses moins utiles, moins nécessaires que celles occasionnées pour le retour des émigrés Canadiens. Une somme de dix mille piastres n'est pas la mer à boire et, pour les considérations ci-dessus mentionnées, c'est notre devoir de blâmer la parcimonie du cabinet sur un item aussi populaire que celui de la colonisation."

Les journaux de Québec publient un essai sur la politique par M. L. G. Desjardins, rédacteur du *Canadien*.

Nous avons lu avec beaucoup d'intérêt ce travail où sont exposés avec lucidité quelques-uns des principes fondamentaux de la saine politique. Nous nous faisons un devoir de signaler un écrit aussi remarquable, et d'applaudir au talent qui le produit.

C'est avec un véritable bonheur que nous constatons les efforts persévérants des rédacteurs du *Canadien* pour propager les bonnes doctrines et combattre les erreurs fatales qui ont trop souvent cours dans les écrits et harangues politiques. Soyons toujours en éveil et sur nos gardes et l'ennemi ne réussira pas à tromper longtemps le peuple canadien dont l'esprit est droit parce qu'il est chrétien.

La Franc-Maçonnerie.

La Franc-Maçonnerie est-elle une chose mauvaise? Un catholique éclairé sur sa religion, et qui la pratique sincèrement ne fait jamais une semblable question. Pour lui la voix de l'Eglise c'est la voix de Dieu; il condamne ce qu'elle condamne comme il pratique ce qu'elle enseigne. Du moment qu'il sait que l'Eglise a condamné la Franc-Maçonnerie il est convaincu que c'est une chose mauvaise. Malheureusement il ne manque pas de gens qui se disent catholiques et qui cependant soutiennent que le but de ces sociétés n'est pas mauvais; que l'Eglise s'est trompée en les condamnant et que si elle a porté des peines si sévères contre la Franc-Maçonnerie c'est qu'elle ne la connaît pas.

Ces hommes en refusant de reconnaître la sagesse des jugements de l'Eglise imitent tout simplement les hérétiques de tous temps qui n'ont jamais cessé de répéter le même refrain. Si l'Eglise nous condamne c'est qu'elle ne nous connaît pas. A des catholiques de cette trempe, il n'y a qu'une chose à dire Messieurs si vous êtes instruits ouvrez les livres écrits sur les sociétés secrètes et sur le mal qu'elle ont fait dans la société depuis un siècle.

Il ne manque pas aujourd'hui de ces livres auxquels vous pouvez ajouter foi puisqu'on cite à chaque instant les paroles mêmes des chefs de la Franc-Maçonnerie. Vous trouverez là l'histoire des désordres, intellectuels et moraux qui conviennent en ce moment la face de la terre.

Vous verrez, depuis que la Franc-Maçonnerie s'est rendu maîtresse, tous les droits des gens foulés aux pieds, tous les traités, toutes les conventions internationales violemment déchues et déclarés sans valeur presque aussitôt que signés, les bornes des états détruites et arrachées par la ruse; les lois fondamentales des peuples violées, chignées, abolies; leur religion leur conscience, leur prêtres, leurs écoles, leur libertés les plus légitimes bafouées, persécutées, calomniées, anéanties; vous trouverez qu'il n'y a plus d'autorité que la force, plus de mobile que la passion; plus de règle que la duplicité, le mensonge et la fourberie; de toutes part vous verrez des divisions, des discords des guerres fratricides, des trahisons, des massacres, des corruptions immenses, des crimes de tout genre, des vices et des immoralités de toutes espèces.

Que l'on considère le monde de puis un siècle, qu'on peut appeler le siècle maçonnique par excellence. Voilà ce qu'on voit dominer partout. L'Avocat protestant Eckert avoue que la source de ces maux est la Franc-Maçonnerie.

Voilà Messieurs ce que vous apprendrez dans les livres, qui traitent des sociétés secrètes et qui font leur histoire avec des documents authentiques. Avec les aveux mêmes des chefs Franc-Maçons.

Maintenant si vous ne voulez pas vous imposer la tâche de lire ces

BUREAUX DU GOUVERNEMENT,
Winnipeg, 29 Janvier, 1879.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de faire les nominations suivantes :

Pour être Commissaire per diem pour assister les membres du présent Parlement.
Rice M. Howard, de la Cité de Winnipeg, Ecuyer.

Pour être Président du Bureau des Commissaires de Licenses.
John Fraser, de Kildonan, Ecuyer en remplacement de W. G. Fonseca qui a résigné.

Pour être Constable pour le Comté de Selkirk et Bailiff pour la Cour de Comté de Selkirk.

Richard Henry Stone, de Winnipeg, gentilhomme, en remplacement de James Melroy, démis.

Bureau du Greffier du Conseil Exécutif de la Province de Manitoba.

Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative, qui doit se tenir le premier de février 1879 :

St. Charles.
Alexander Murray.
St. Norbert.
L'Honorable Pierre Delorme.
Ste. Agathe.
Joseph Taillefer.

RICE M. HOWARD,
Greffier du Conseil Exécutif de Manitoba.

Division Electorale No. 24 ou Ste. Anne.

Avis est par le présent donné que le onzième jour de janvier 1879, John Jimby et Pierre Cortaz ont présenté et filé au Bureau du Protonotaire de la Cour du Banc de la Reine, dans la Cité de Winnipeg, une pétition d'élection contre le retour d'élection de Charles Nolin comme membre de l'Assemblée Législative de la dite Province, pour la susdite division électorale.

Daté ce dix-huitième jour de janvier A.D. 1879.

SEDLEY BLANCHARD,
Avocat des demandeurs.

Division Electorale No. 5 ou Baie St. Paul.

Avis est par le présent donné que le dix-huitième jour du moi de Janvier A. D., 1879, Thomas J. Garrison, a présenté et filé au Bureau du Protonotaire de la Cour du Banc de la Reine, dans la Cité de Winnipeg, une pétition contre le retour d'élection de Andrew Bourke, comme membre de l'Assemblée Législative de la dite Province, pour la susdite Division Electorale.

Daté ce dix-huitième jour de Janvier A. D. 1879.

SEDLEY BLANCHARD,
Avocat pour Chs. J. Garrison.

DEPENSES DE L'ELECTION DE
MR. JOHN TAYLOR.

1878.
Dec, 18. Argent payé pour la nomination.....\$25 00
Je certifie par les présentes que le compte ci-dessus est correct, et est le seul montant payé pour l'élection du dit M^{rs}. John Taylor.
OTIS B. DAVIDSON,
Agent.

Headingley, 15 Janvier 1879.

PROCLAMATION.
CANADA—PROVINCE DE MANITOBA.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc.

[L.S.]

JOSEPH CATCHON,

A nos fidèles et bien aimés les Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre Province de Manitoba, sommes et appelés à une Assemblée de la Législature de notre Province de Manitoba, en Notre Ville de Winnipeg, qui de va se tenir et avoir lieu le vingt-neuvième jour du mois de Janvier courant et à chacun de nous.

SALUT.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Manitoba se trouve convoquée pour le

vingt-neuvième jour du mois de Janvier auquel temps vous êtes tenus et il vous était en oint d'être présents.

Sachez maintenant que pour diverses causes et considérations et pour le plus grand aise et commodité de nos bien-aimés sujets, nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de Notre Province de Manitoba, de vous exempter et chacun de vous, d'être présents, au temps susdit, vous convoquant et par les présentes vous enjoignant à chacun de vous, de vous trouver avec nous, pour la DEPECHE DES AFFAIRES, dans l'Assemblée Législative de Notre Province de Manitoba, en notre Ville de Winnipeg, Samedi, le Premier jour du mois de Février prochain, pour y prendre en considération l'état et le bien-être de notre dite Province et y faire ce qui pourra sembler nécessaire, ce à quoi vous ne devez manquer.

En Foi de quoi, Nous avons fait rendre nos présentes lettres patentes, et à celles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de Manitoba. Témoins Notre Fidele et Bien Aime l'Honorable Joseph CATCHON, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Manitoba, Membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, etc., etc. En Notre Hôtel du Gouvernement à Fort-Garry, le quatorzième jour de Janvier dans l'année de Notre Seigneur mil huit cent soixante-et-dix-neuf et de Notre Règne la Quarante deuxième.

Par ordre

C. P. BROWN,
Secrétaire-Provincial.

AVIS.

Application sera faite à la prochaine session de la Législature pour l'obtention d'un Acte pour incorporer "The Saint John Ladies School".

JOHN GRISDALE,

22 janvier, 1879.

AVIS.

[Extrait des règlements relatifs aux Bills Privés, 1877.]

BILLS PRIVÉS.

Toute demande des Bills Privés étant proprement des sujets du ressort de la Législature de la Province de Manitoba, suivant l'intention de "l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867" soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de Fer, d'un chemin à Barrières, ou d'une ligne Télégraphique, d'un Canal, Ecluse, Digue ou Glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de Traverser soit pour la construction de travaux pour l'approvisionnement du gaz ou de l'eau; l'incorporation de métiers ou profession, ou d'une compagnie à Fonds Social; l'incorporation d'une Cité, Ville, Village, ou autre Municipalité, le prélevement de cotisation locale; la division d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation du Parlement, ou d'un canton; le changement du chef lieu d'un Comté, d'une Ville, ou de Bureaux; Locaux le règlement d'une Commune; l'arpentage d'un Canton, d'une ligne ou d'une concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un Acte antérieur, exige la publication d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande qui devra être publiée comme suit, savoir:

Un avis inséré dans la Gazette officielle, en français et en anglais et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français dans le District auquel s'applique la mesure demandée ou dans l'une et l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal; ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues se fera dans la Gazette officielle et dans un journal du District voisin.

Ces avis doivent être publiés dans chaque cas pendant une période

d'au moins trente jours, durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

Avant d'adresser à la Chambre aucune Pétition demandant la permission de présenter un Bill Privé pour la construction d'un Pont de Péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, doivent en donnant l'avis prescrit par la règle précédente et de la même manière, donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des canaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont tournant, ou non, et les dimensions du pont tournant.

(Signé) THOMAS SPENCE,
Greffier de l'Assemblée Législative

AVIS.

Avis est par le présent donné qu'on fera à la prochaine Session de la Législature Locale, application pour demander l'incorporation au chemin de fer de Winnipeg et de l'Ouest "Winnipeg and Western Railway" avec pouvoir de bâtir, construire, maintenir et mettre en opération une ligne simple ou double de chemin de fer, et un télégraphe électrique depuis la Cité de Winnipeg, au Nord de la Rivière Assiniboine, jusqu'à un point à ou près les limites de la Province de Manitoba

WALKER & BIGGS,

Solliciteurs pour les demandeurs
Winnipeg, 18 Novembre, 1878.

AVIS PUBLIC.

Avis public, est par les présentes donné que, en conformité de la 39ème Vic. cap. 10 des statuts de Manitoba, et sur le rapport de l'Honorable Ministre des Travaux Publics il a plu à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur en Conseil d'ouvrir au trafic un chemin public de l'établissement de Springfield jusqu'au grand chemin dans la Paroisse de Kildonan du Côté Est de la Rivière Rouge. Le dit chemin est déclaré par les présentes être un chemin public pour toutes intentions et fins quelconques.

C. P. BROWN

Secrétaire Provincial.

AVIS.

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la prochaine session de la Législature de Manitoba pour un Acte pour amender l'Acte 38 Victoria Cap. 50, intitulé Un Acte pour amender la clause 7 des Statuts de Manitoba passé dans la 37ème année du règne de Sa Majesté la Reine Victoria, intitulé un Acte pour incorporer la Cité de Winnipeg.

LE MAIRE ET LES CONSEILLERS
de Winnipeg.

A. M. BROWN,

Greffier.
Winnipeg, 30 Janv., 1879.

ROBERT LEMOINE,

Greffier du Sénat.

ALFRED PATRICK,

Greffier des Communes Canada

Ottawa, 24 Sept. 1878.

AVIS.

Avis est par le présent donné qu'il sera fait une application à la prochaine Session de la Législature de Manitoba, pour un Acte pour incorporer les Seigneurs des Saints Noms de Jésus et Marie de la Cité de Winnipeg, sous le nom de "La Corporation des Seigneurs des Saints noms de Jésus et de Marie."

J. DUBUC,
Procureur pour les demandeurs.
Winnipeg, 26 Novembre, 1878.

A. M. SUTHERLAND,

Winnipeg, 30 décembre 1878.

AVIS.

Avis est par le présent donné, que les soussignés se proposent de faire application au Lieutenant Gouverneur en Conseil, pour obtenir d's lettres patentes, en conformité de "l'Acte concernant l'incorporation des compagnies à fonds social, par Leurs Patentes" 1875, cap. 28, 38 Victoria, pour s'incorporer sous le nom de "La Compagnie Manufacturière de laine de St. Boniface, aux fins de manufacturer des étoffes en laine à St. Boniface, avec un fonds capital de vingt milles piastres en quatre cents parts de cinquante piastres chaque. Les personnes suivantes en seront les directeurs provisoires. Alphonse Alfred Clement La Rivière, Ecuyer, M.P.P. St. Boniface agent, Arthur Wellington Ross, Ecuyer, M. P. P. Winnipeg, Avocat George Reid Ecuyer, Winnipeg, Manufacturier en laine, Elias George Conklin, Ecuyer, agent d'Immeubles, et Archibald McNece, Ecuyer Inspecteur de Licences.

A. A. G. LARIVIERE

A. W. ROSS

GEORGE REID

E. G. CONKLIN

ARCH. MCNEE.

ACTE DE FAILLITE DE 1875 ET
SES AMENDEMENTS.

Dans l'affaire de Germain et Cie.

Failli.

Je, soussigné, Henry B. Picken, Jr., de Montréal, a été nommé

Syndic dans cette affaire.

Les créanciers sont requis de me transmettre leurs réclamations avant un mois. Les réclamations devront être envoyées à la boîte 1997 du Bureau de Post. Montréal

HENRI B. PICKEN, Jr.

Syndic.

Winnipeg, 24 Février, 1879.

ACTE DE FAILLITE DE 1875 ET
SES AMENDEMENTS.

Dans l'affaire de James Albert Wright.

Failli.

Une assemblée des créanciers se tiendra à mon Bureau, Winnipeg, Mardi, le 25-me jour de Mars courant, à deux heures P. M. pour prendre en considération un consentement à la décharge du failli.

JOHN BALSILLIE,

Syndic.

Winnipeg, 10 Mars, 1879.

ACTE DE FAILLITE DE 1875.
ET SES AMENDEMENT.

Dans l'affaire de Edward H. G. G. Hay.

Failli.

Le failli m'a fait une cession de ses biens et ses créanciers sont requis de s'assembler à mon bureau à Winnipeg, Jeudi le treizième jour de Janvier courant, à deux heures P.M., pour recevoir un état de ses affaires, nommer un syndic s'ils le jugent à propos, et pour arranger les affaires de la succession en général.

JOHN BALSILLIE,

Syndic Officiel.

ABONNEZ-VOUS
AU
JOURNAL "LE METIS".
Le seul Organe Français publié dans le Nord-Ouest.
L'abonnement est de \$2 50 par Année,
PAYABLE D'AVANCE.
Tous ceux qui désirent le recevoir voudront bien s'adresser à J. C. S. ROYAL, Grant.



AVIS.

CANADA.
PROVINCE DE MANITOBA. } Cour de Comté de Selkirk
Comté de Selkirk.

Révision des listes électorales en conformité de l'Acte 38 Vict., Cap. 2, et ses amendements.

Avis public est par le présent donné que le prochain terme de la cour de comté pour le comté de Selkirk sera tenu au Palais de Justice à Winnipeg, le huitième jour d'Avril prochain, à dix heures de l'avant midi pour la révision de la liste électorale de la division électorale, dans les limites de la juridiction de la cour. Toutes les personnes, qui, étant électeurs ou croyant avoir le droit de l'être pour la Cité de Winnipeg, réclameront des changements dans la liste électorale devront donner au soussigné au moins quinze jours d'avis de leur intention de ce jour, et devront être présentes, au lieu à la date et au temps susdits, soit personnellement ou par leur agent avec leurs témoins et documents afin de faire régler leurs réclamations conformément à la loi.

EDMUND MARSTON,

Greffier de la cour de comté pour le comté de Selkirk.

Bureau du Greffier,
Winnipeg, 20 Fév., 1879.

—AUCUN RISQUE.—L'Huile Electrique de Thomas! Vaut dix fois son pesant d'or. En savez-vous quelque chose? Sinon, c'est le temps de l'essayer. Le mal ne peut résister à l'application de cette huile. C'est la médecine à meilleur marché qui ait été inventée. Une dose a guéri un mal de gorge ordinaire. Une bouteille a guéri des bronchites. Une valeur de cinquante cents a guéri un vieux rhume. Une ou deux bouteilles ont guéri de mauvais cas de maladie des reins et des hémorroïdes. De six à huit applications guériront d'importe quel cas d'écorchures ou d'inflammations d'estomac. Une bouteille a guéri un mal de dos qui durait depuis huit ans. Daniel Clark, de Brookfield, Tioga County, Pa., dit: "J'ai fait trente milles pour me procurer une bouteille de votre huile, qui avait effectué une guérison merveilleuse d'un membre dévot par six applications seulement." Un autre qui avait eu l'asthme depuis des années dit: "Je n'ai qu'une demi bouteille ne me l'ôtterai pas si je croyais ne plus en avoir."

Rufus Robinson, de Munda, N.-Y., écrit: "Une demi bouteille de votre huile électrique a fait recouvrer la voix à une personne qui n'avait prononcé un seul mot depuis cinq ans." Le Rev. J. Mallory, de Wyoming, N.-Y., écrit: "Votre huile électrique que m'a guéri d'une bronchite dans une semaine."

Cette huile est faite et composée de six des meilleures huiles qui soient connues. Elle peut être employée aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur et produira les mêmes résultats, et est considérée comme supérieure à ce qui ait jamais été inventé. En faisant usage de cette huile elle vous épargnera beaucoup de douleurs et beaucoup d'argent.

SE MÉFIER DES CONTREFAÇONS.—Demandez l'huile Electrique du Dr. Thomas. Voyez à ce que la signature de S. N. Thomas soit sur l'enveloppe et les noms de Northrop & Lyman empreints sur la bouteille. Vendu par tous les détaillants de médecines. Prix 25 cts. NORTHROP & LYMAN, Toronto, Ont., Propriétaires pour la Puissance du Canada.

NOTE.—Electrique.—Choisissez et éluez triffée.